

**RAPPORT DE PRESENTATION
DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016
DE LA VILLE DE TOURS**



SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL.....	p 2
LES RESULTATS DU BUDGET PRINCIPAL.....	p 4
I) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	p 6
I-1) LES IMPOTS ET TAXES.....	p 7
I-2) LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS RECUES.....	p 10
I-3) LES PRODUITS D'EXPLOITATION	p 13
I-4) LES AUTRES PRODUITS	p 15
II) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	p 16
III) L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RATIOS FINANCIERS.....	p 20
IV) LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	p 22
V) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	p 24
VI) L'ENCOURS DE LA DETTE.....	p 25
LES BUDGETS ANNEXES.....	p 28

PRESENTATION GENERALE

La lecture des principales données relatives à l'exécution du budget 2016, se présente de la manière suivante :

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	EVOLUTION 2016/2015	
				VALEUR	%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)	198,19	195,46	188,17	-7,3	-3,7%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT HORS INTERÊTS (b)	174,33	169,98	160,95	-9,0	-5,3%
EPARGNE DE GESTION (c=a-b)	23,86	25,48	27,22	1,7	6,8%
<i>Taux d'épargne de gestion (épargne de gestion/recettes réelles)</i>	<i>12,04%</i>	<i>13,03%</i>	<i>14,47%</i>		
INTERÊTS DE LA DETTE (d)	10,99	10,62	10,20	-0,4	-3,9%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT AVEC INTERÊTS (b')	185,32	180,60	171,15	-9,4	-5,2%
EPARGNE BRUTE (e=c-d)	12,87	14,86	17,02	2,2	14,5%
<i>Taux d'épargne brute (épargne brute/recettes réelles)</i>	<i>6,49%</i>	<i>7,60%</i>	<i>9,04%</i>		
CAPITAL DE LA DETTE REMBOURSE (y compris CLTR) (f)	10,30	10,95	12,05	1,1	10,0%
EPARGNE NETTE (g=e-f)	2,57	3,91	4,97	1,1	27,1%
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (h)	25,55	21,87	10,32	-11,6	-52,8%
EMPRUNTS NOUVEAUX (i)	7,48	7,52	8,00	0,5	6,4%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (j)	29,53	18,17	24,64	6,5	35,6%
<i>- dont programmes d'équipement</i>	<i>29,42</i>	<i>18,16</i>	<i>24,63</i>	<i>6,5</i>	<i>35,6%</i>
SOLDE DE L'EXERCICE (k=g+h+i-j)	6,07	15,13	-1,35	-16,5	-108,9%
RESULTAT REPORTE N-1 (l)	-7,77	-11,64	2,43	14,1	-120,9%
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE (m=k+l)	-1,70	3,49	1,08	-2,4	-69,1%
SOLDE DES RESTES A REALISER (n)	3,04	3,01	6,70	3,7	122,6%
DISPONIBLE REEL (m+n)	1,34	6,50	7,78	1,3	19,7%
Encours de la dette au 31/12	231,96	228,51	224,47	-4,0	-1,8%
Capacité de désendettement (encours/Epargne brute)	18,02	15,38	13,19		

Dans la continuité des exercices qui ont marqué le début du mandat municipal, les principaux indicateurs financiers de la Ville de Tours s'inscrivent dans le cadre d'une gestion optimisée et saine en dépit d'un contexte budgétaire contraint. En effet, la maîtrise des dépenses courantes tout en préservant les ménages et les opérateurs économiques d'une hausse d'imposition permet de relever le défi de conforter la solidité financière de la commune.

A ce titre, l'épargne de gestion qui mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financier progresse + 6,8% par rapport au réalisé 2015 en atteignant 27,2 M€.

En outre, l'épargne brute, qui représente la part des recettes courantes que la Ville de Tours est en capacité d'épargner sur son cycle de fonctionnement, s'affiche à hauteur de 17,0 M€ soit une hausse de + 2,2 M€ (+14,5%) par rapport à 2015. Ainsi le taux d'épargne brut qui se calcule en rapportant ce montant aux recettes réelles de fonctionnement s'éloigne de la barre symbolique de 7% en atteignant 9,0 % en 2016.

Ce résultat est le fruit d'une rationalisation des dépenses réelles de fonctionnement avec intérêts de la dette (-5,2% soit -9,0 M€) alors que les recettes de la même section diminuent à un rythme moins soutenu (-3,7% soit -7,3 M€). Intérêts de la dette compris, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent ainsi en 2016 à 171,2 M€ contre 180,6 M€ en 2015. Les principaux postes de charges mis à contribution pour dégager des marges budgétaires sont les charges de personnel (-2,1 M€ soit -2,0%) et les subventions de fonctionnement (-2,2 M€ soit -10,6%) correspondant principalement aux transferts à Tour(s)plus. De plus, les charges financières sont en forte baisse (-7,4 M€ soit - 42,1%) grâce notamment au dénouement trouvé pour le swap CALYON. En revanche, d'autres postes ont progressé tels que les consommations de services (+1,6 M€ soit + 4,4%) et les contingents (+ 0,1 M€ soit + 1,6%).

Cette année est également marquée par le recul des recettes réelles de fonctionnement (188,2 M€ en 2016 contre 195,5 M€ en 2015) lié à la baisse des concours financiers de l'Etat de 3,68 M€ (- 9,9%). Cet impact est toutefois atténué par la hausse de la perception des subventions de fonctionnement (+ 1,9 M€ soit + 21,6%) et par une légère augmentation du produit des impôts directs (+ 0,1 M€ soit + 0,2%). Néanmoins, les impôts et taxes sont en baisse dans leur globalité (- 2,5M€ soit - 2,0%) tout comme les produits d'exploitation (-1,5 M€ soit -8,6%) et les autres produits (- 2,7 M€ soit - 22,0%).

Par ailleurs, le remboursement du capital de la dette (12,1 M€) est plus élevé en 2016 qu'en 2015 de 1,1 M€ soit + 10,0 % ce qui a pour effet d'impacter le montant de l'épargne nette qui ressort à 5,0 M€. Cependant, cet indicateur s'améliore de 1,1 M€ (+27,1%) par rapport à l'exercice passé.

Les investissements engagés par la commune, sont en nette progression en 2016 avec un taux de réalisation de près de 75 % des crédits inscrits (contre 64% en 2015). En effet, malgré les efforts budgétaires demandés aux collectivités locales, ce sont, à l'échelle de la Ville, 24,6 M€ (contre 18,2 M€ en 2015) de dépenses d'équipement qui ont été effectuées sur le territoire.

Le résultat de l'exercice 2016 présente un déficit de 1,4 M€. Cependant, en intégrant le solde positif des résultats reportés de l'exercice 2015, soit + 2,4 M€, le résultat global de clôture présente un excédent de 1,1 M€.

A cette somme, il convient de rajouter le solde positif des restes à réaliser de la section d'investissement, soit + 6,7 M€, pour obtenir un disponible réel de 2016 qui s'élève à 7,8 M€ contre 6,5 M€ en 2015 soit une progression de + 20%.

L'encours de la dette poursuit sa régression de -4,0 M€ (contre -3,5 M€ en 2015) entre les deux exercices correspondant à la différence entre l'emprunt mobilisé (8 M€) et le capital remboursé

(12,1 M€). Au 31/12/2016, cet encours s'affichait à 224,5 M€. Aussi, la volonté de désendetter la Ville permet aujourd'hui de constater une capacité de désendettement (dette/épargne brute) qui demeure le principal indicateur permettant de mesurer la solvabilité de la collectivité en dessous du seuil minimal admissible (15 ans) avec 13,2 ans.

LES RESULTATS

Le **résultat de l'exercice** 2016 indique un déficit global de 1,4 M€, réparti comme suit :

- +9,1 M€ pour la section de fonctionnement (contre +6,2 M€ en 2015) ;
- -10,5 M€ pour la section d'investissement (contre +8,9 M€ en 2015).

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Autorisations budgétaires (*)	70 362 312,37	196 203 576,94	266 565 889,31
- Réalisations - Titres émis	26 525 295,77	193 696 443,16	220 221 738,93
- Restes à réaliser	13 163 347,81		
DEPENSES			
- Autorisations budgétaires (*)	70 362 312,37	196 203 576,94	266 565 889,31
- Réalisations - Mandats émis	36 977 592,67	184 597 729,69	221 575 322,36
- Restes à réaliser	6 464 837,25		
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	-10 452 296,90	9 098 713,47	-1 353 583,43
RESTES A REALISER			
- Excédent ou déficit	6 698 510,56		6 698 510,56

*incluant un prélèvement de 8 200 000€ au BP 2016

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2016

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'investissement</i>	<i>Résultat de l'exercice 2016</i>	<i>Résultat de clôture 2016</i>
INVESTISSEMENT	-4 073 841,68	-	-10 452 296,90	-14 526 138,58
FONCTIONNEMENT	7 570 066,42	-1 060 317,56	9 098 713,47	15 608 462,33
TOTAL	3 496 224,74	-1 060 317,56	-1 353 583,43	1 082 323,75

L'**excédent global de clôture**, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'établit à + 1,1 M€ (contre + 3,5 M€ en 2015), soit :

- + 15,6 M€ pour le fonctionnement (contre + 7,6 M€ en 2015) ;
- - 14,5 M€ pour l'investissement (- 4,1 M€ en 2015).

Ce résultat global de +1,1 M€ correspond, en comptabilité budgétaire, au fonds de roulement de la collectivité.

Par ailleurs, le solde positif des restes à réaliser d'investissement d'un montant supérieur à l'année précédente (+6,7 M€) porte le besoin de financement de la section d'investissement à 7,8 M€ (contre un prélèvement prévisionnel au budget primitif 2016 affiché à 8,2 M€).

Ainsi, après l'affectation de cette somme à partir de l'excédent global de fonctionnement (15,6 M€), le disponible réel dégagé à la clôture de l'exercice 2016 s'établit à 7,8 M€ (contre 6,5 M€ en 2015).

I) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes totales de fonctionnement réalisées, en 2016, s'élèvent à **193,7 M€**, en baisse de **-4,1%** (-8,3 M€) par rapport à 2015.

Les recettes réelles hors cessions d'actifs (188,2 M€) suivent cette trajectoire par une diminution de **-3,7%** (-7,3 M€), entre les deux exercices.

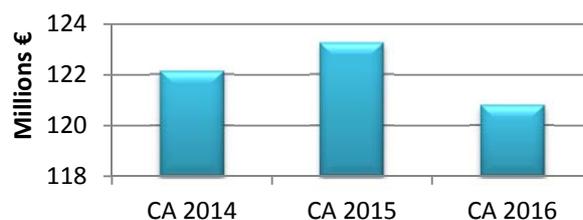
Elles se distinguent des recettes totales par l'absence de mouvements comptables d'ordre qui ne donnent lieu ni à encaissement et décaissement.

Ces diverses écritures qui concernent exclusivement des opérations trouvant leur contrepartie en section d'investissement, représentent pour les recettes la valorisation des travaux en régie (3,5 M€), la reprise des subventions d'équipement (0,2 M€) et les plus-values de cessions (0,02 M€).

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA 2014 (M€)	CA 2015 (M€)	CA 2016 (M€)	VARIATION CA 2016/CA 2015	
				Montant (€)	% d'évolution
Impôts et taxes	122,17	123,27	120,83	-2,45	-1,99%
Produits des impôts directs	72,74	78,15	78,29	0,14	0,17%
Reversement Tour(s)plus	33,26	27,63	25,75	-1,87	-6,79%
Impôts et taxes indirects	12,44	13,66	13,45	-0,21	-1,54%
Allocations compensatrices	3,73	3,83	3,33	-0,50	-13,06%
Subventions et participations reçues	50,17	45,77	43,98	-1,80	-3,92%
Concours financiers de l'Etat	40,56	37,05	33,36	-3,68	-9,94%
Subventions de fonctionnement	9,62	8,73	10,61	1,89	21,63%
Produits d'exploitation	15,44	16,97	15,51	-1,46	-8,59%
Redevance du domaine public + ventes	1,74	1,86	2,04	0,18	9,73%
Prestations de service	7,80	8,93	8,46	-0,46	-5,18%
Remboursements de frais et autres	5,90	6,19	5,01	-1,18	-19,02%
Autres produits	10,89	12,32	9,61	-2,71	-22,01%
Autres produits de gestion courante	4,20	4,47	4,54	0,07	1,67%
Produits financiers	4,69	2,11	2,06	-0,06	-2,74%
Produits exceptionnels (cessions d'actifs incluses)	2,00	5,37	3,02	-2,33	-43,39%
TOTAL DES OPERATIONS REELLES	198,67	197,97	189,93	-8,42	-4,24%
Travaux en régie	3,39	3,28	3,48	0,20	6,09%
Produits exceptionnels (ordre)	3,30	0,73	0,28	-0,07	-20,44%
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE	6,69	4,01	3,77	0,13	3,49%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	205,35	201,98	193,70	-8,29	-4,10%

I-1) LES IMPOTS ET TAXES : 120,8 M€ (-2,5 M€ soit -2 %)

Le produit de la **fiscalité directe** (impôts ménages, allocations compensatrices et reversement de Tour(s)plus) ressort à **107,37 M€** en 2016, soit une diminution de **-2,0%** (-2,24 M€) par rapport à 2015.

Impôts et taxes : 62 % des recettes

IMPOTS DIRECTS (M€)	2014	2015	2016
Rôles Généraux	72,47	77,90	77,62
Rôles complémentaires	0,27	0,25	0,67
Allocations compensatrices	3,73	3,83	3,33
Reversements Tour(s)plus	33,26	27,63	25,75
TOTAL	109,73 soit -0,16%	109,61 soit -0,11%	107,37 soit -2,04%

L'évolution des différentes composantes de cette rubrique s'analyse comme suit :

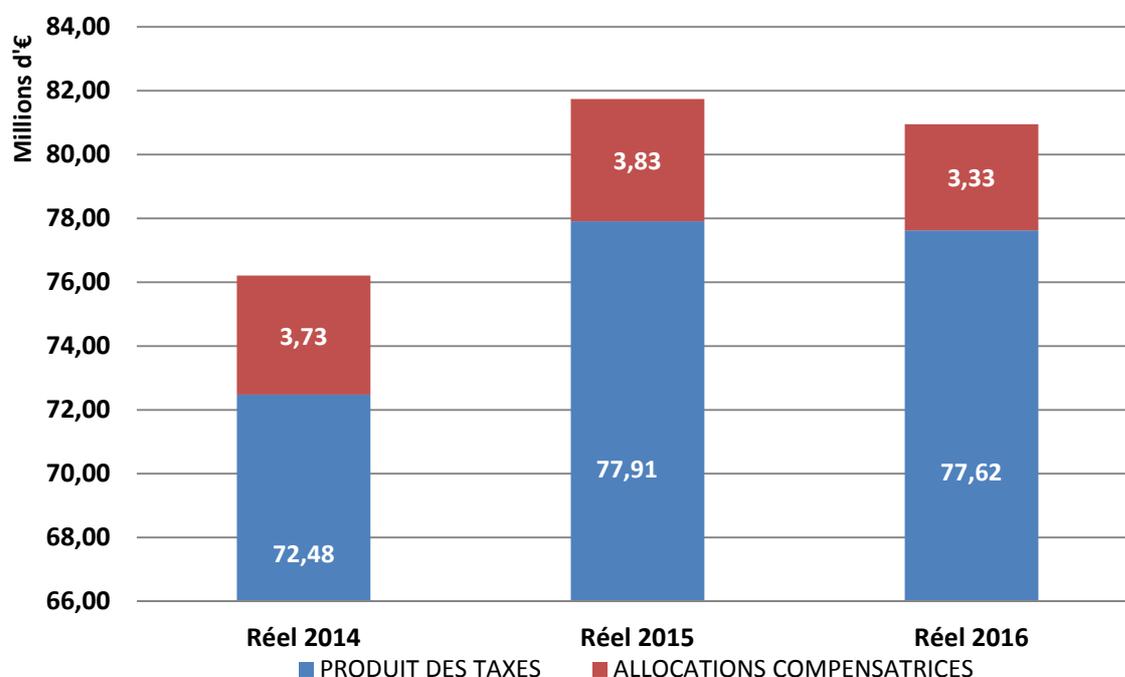
	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2016	EVOLUTION 2016/2015	
				VALEUR	%
PRODUIT DES TAXES					
T. H. / THLV	35 831 169	38 852 779	38 647 445	-205 334	-0,53%
T.F.P.B.	36 501 024	38 884 140	38 803 437	-80 703	-0,21%
T.F.P.N.B.	143 247	173 211	170 044	-3 167	-1,83%
TOTAL DU PRODUIT	72 475 440	77 910 130	77 620 926	-289 204	-0,37%
ALLOCATIONS COMPENSATRICES					
T.H.	2 763 614	3 190 111	2 510 177	-679 934	-21,31%
T.F.	368 961	244 117	483 962	239 845	98,25%
T.P./C.F.E.	598 176	395 198	335 158	-60 040	-15,19%
TOTAL ALLOCATIONS	3 730 751	3 829 426	3 329 297	-500 129	-13,06%
TOTAL GENERAL	76 206 191	81 739 556	80 950 223	-789 333	-0,97%

Le **produit de la fiscalité** inclus dans les rôles généraux correspond aux bases d'imposition des taxes ménages multipliées par les taux votés par la Ville.

Conformément à l'un des objectifs annoncés lors du vote du budget primitif 2016, la collectivité a préservé les contribuables de toute augmentation de l'impôt. Pour rappel, les taux votés en 2016 sont de 22,42% pour la Taxe d'Habitation (TH), 22,46% pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), 36,03% pour la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB).

De plus, les quotités attachées aux abattements de la TH (15% pour l'abattement général à la base, 10% pour l'abattement spécial à la base et +10% pour ceux attachés aux charges de famille) ont été maintenues à leur niveau antérieur. Par ailleurs, un abattement à la taxe d'habitation pour les personnes handicapées a été instauré, en 2015, au taux de 10% (DM du 7 avril 2015) dont l'application a produit ses effets dès 2016.

EVOLUTION DU PRODUIT DES 3 TAXES ET DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

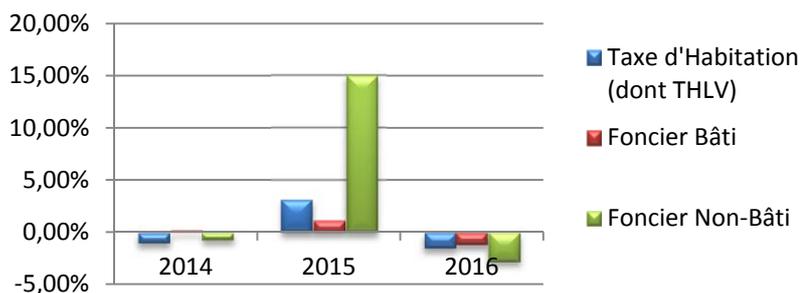


L'attention que porte la commune sur la **pression fiscale** des tourangeaux, se reflète dans la comparaison réalisée avec les Villes appartenant à la même strate démographique. Ainsi, l'effort fiscal (indicateur mesurant le niveau de pression fiscale sur les ménages) est de 1,29 au niveau de la Ville de Tours soit inférieur à celui de la strate qui s'établit à 1,30.

L'évolution du produit des trois taxes ménages est stable entre les deux derniers exercices comptables (-0,37% soit -0,3 M€). Ce constat résulte notamment de la décision du gouvernement d'aménager la disparition programmée de la demi-part fiscale supplémentaire dite « des vieux parents » ou « des veufs ou veuves », en rétablissant en partie les avantages liés à celle-ci (article 75 de la loi du 29 décembre 2015 de finances pour 2016). Le dispositif a ainsi rétabli le bénéfice d'exonérations pour les contribuables remplissant les conditions ad hoc ce qui a engendré l'octroi de dégrèvements par l'administration fiscale.

Les bases fiscales dépendent de la **variation physique** des biens taxables (locaux nouveaux ou préalablement exonérés, locaux vacants, locaux démolis,...) et de la **variation nominale** de la valeur des biens (revalorisation annuelle forfaitaire des valeurs locatives décidée par le Parlement soit + 1% pour 2016) des bases d'imposition.

Variation physique des bases fiscales



A ce titre, la variation physique des bases est en léger recul en 2016 par rapport à 2015 en tenant compte du fait que **la TH/THLV et la TFPB représentent les bases les plus importantes (respectivement 172,4 M€ et 172,8 M€)** alors que la TFPNB reste sur des bases fiscales plus modestes (0,5 M€).

Les allocations compensatrices connaissent des variations très différenciées. L'allocation TH (-21,31%) compense les exonérations accordées à certaines personnes de condition modeste (personnes âgées de plus de 60 ans, infirmes, veuves...) alors que celles dédiées aux taxes foncières (+98,25%) ou à la fiscalité professionnelle (-15,19%) servent de variables d'ajustement à l'enveloppe normée qui fixe les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

Les reversements fiscaux de Tour(s)plus diminuent de 1,87 M€ entre 2016 et 2015 pour s'établir à 25,75 M€. Le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire suit une progression de 1% (+0,01 M€) pour atteindre 1,55 M€ en 2016 contrairement à l'Attribution de Compensation qui baisse de nouveau en atteignant 24,20 M€ (-1,89 M€) en lien avec le transfert des charges à Tour(s)plus (compétence enseignement supérieur).

Les recettes fiscales indirectes (13,45 M€) sont en réduction (-0,2 M€ soit -1,54%) par rapport à 2015. Elles sont constituées en grande partie des droits de mutation et de stationnement.

RECETTES FISCALES INDIRECTES	CA 2014	CA 2015	CA 2016	VARIATION 2016/2015	
				Montant	%
Droits de place	845 417,20	886 298,27	870 827,10	-15 471,17	-1,75%
Droits de stationnement	3 613 953,35	3 776 160,33	3 710 834,09	-65 326,24	-1,73%
Autres taxes pour utilisation du domaine	595 741,10	643 131,79	692 344,14	49 212,35	7,65%
Taxe sur l'électricité	2 399 441,56	2 362 030,80	2 522 342,61	160 311,81	6,79%
Impôt sur les spectacles	85 099,00	220,00	123,00	-97,00	-44,09%
Taxes sur la publicité/TLPE	640 428,90	653 197,09	550 922,93	-102 274,16	-15,66%
Droits de mutation (DMTO)	4 246 683,14	5 341 551,83	5 102 437,38	-239 114,45	-4,48%
Autres taxes	10 732,00	0,00	2 547,00	2 547,00	
TOTAL	12 437 496,25	13 662 590,11	13 452 378,25	-210 211,86	-1,54%

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) constituent près de 38% des recettes fiscales indirectes, et restent dépendants de la conjoncture économique en fonction du dynamisme du marché immobilier.

Certaines recettes composant cette rubrique enregistrent une progression telles que la taxe sur l'électricité (+ 160K€), les autres taxes pour utilisation du domaine communal comme les droits de voirie (+ 49 K€), les autres taxes (+ 2,5K€). En revanche, d'autres connaissent un recul à savoir la taxe sur la publicité extérieure (- 102K€), les droits de stationnement (- 65K€) et les droits de place (-15K€).

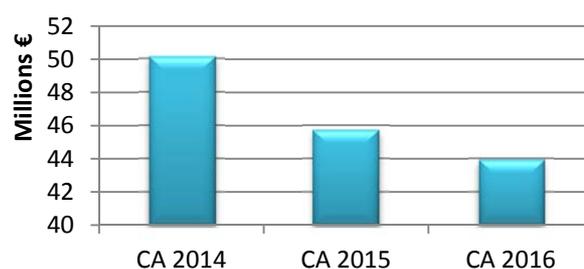
I-2) LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

RECUES : 44 M€ (-1,8 M€ soit -3,9%)

Les "subventions et participations reçues" totalisent les **concours financiers** de l'Etat pour **33,4 M€ (-3,7 M€)** et les **subventions de fonctionnement** provenant de divers partenaires financeurs pour **10,6 M€ (+1,9 M€)**.

Les **concours financiers de l'Etat** intègrent les dotations incluses dans le périmètre de l'enveloppe normée définissant les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

**Subventions et participations reçues :
23 % des recettes**



En conséquence, l'évolution de l'ensemble de ces dotations entraîne pour la Ville une perte de 3,7 M€ (-9,94%) entre 2016 et 2015.

CONCOURS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	VARIATION 2016/2015	
				VALEUR	%
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION FORFAITAIRE)	34 607 328	30 994 863	27 252 159	-3 742 704	-12,08%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	4 269 205	4 307 628	4 350 704	43 076	1,00%
DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS	2 808	0	0	0	
DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	986 172	1 014 938	986 172	-28 766	-2,83%
- HYGIENE	986 172	986 172	986 172	0	
- BIBLIOTHEQUE	0	0	0	0	
- URBANISME - ASSURANCE - CONTENTIEUX	0	28 766	0	-28 766	
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	693 627	728 857	773 571	44 714	6,13%
TOTAL	40 559 140	37 046 286	33 362 606	-3 683 680	-9,94%

La part forfaitaire de la DGF (27,3 M€) a diminué de -3,7 M€ (-12,08%) sachant qu'elle est calculée selon les mêmes modalités qu'en 2015 c'est à dire en tenant compte de :

- la dotation forfaitaire notifiée en 2015 (30,9 M€ pour la Ville), c'est-à-dire intégrant la contribution au redressement des finances publiques déjà appliquée l'année précédente ;
- l'évolution de la population DGF entre 2015 (139 999) et 2016 (139 872) ;
- l'écrêtement (0,05 M€) en fonction de la population et l'écart relatif au potentiel fiscal par habitant de la commune et le potentiel fiscal moyen ;
- la participation de certaines collectivités au financement des missions de préfiguration de la métropole du Grand Paris et de la métropole d'Aix-Marseille-Provence est reconduite (Ville de Tours non concernée) ;
- la contribution au redressement des finances publiques pour 2016 qui représente 1,87% des recettes réelles de fonctionnement de 2014 (3,7 M€).

DGF	2014	2015	2016
Population DGF	139 651	139 999	139 872
- Population INSEE	138 115	138 323	138 150
- Résidences secondaires	1 440	1 580	1 626
- Places de caravanes (*2 commune éligible à la DSU)	48	48	48
Dotation forfaitaire N-1 retraitée		34 601 269	30 994 863
Part dynamique de la population		43 531	-15 885
Ecrêtement		-28 658	-52 220
Dotation de base	17 464 958		
Dotation de superficie	11 171		
Complément de garantie	17 963 931		
Anciennes compensations	621 149		
Contribution au redressement des finances publiques	-1 453 881	-3 621 279	-3 674 599
TOTAL	34 607 328	30 994 863	27 252 159
Evolution par rapport à N-1	-4,13%	-10,44%	-12,08%
Evolution cumulée par rapport à 2014		-10,44%	-21,25%

Les deux autres composantes de la DGF dédiées à la péréquation verticale concernent la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

Concernant les communes comme la Ville de Tours éligible à la **Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS)**, celle-ci est attribuée aux trois premiers quarts des communes de plus de 10 000 habitants en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges (1,19 en 2016 contre 1,18 en 2015) comme le potentiel financier, le nombre de logements sociaux, le revenu moyen par habitant.

Dans la première moitié des communes de cette catégorie démographique (contre les rangs 251 à 495 en 2015), une dotation égale à celle de 2015 majorée de 1% a été versée en 2016 (Tours était classée au 315^{ième} rang en 2016 et 321^{ième} en 2015). La ville de Tours ne perçoit pas la DSU cible car elle est octroyée aux 250 premières communes.

La Ville est bénéficiaire de la **Dotation Nationale de Péréquation** au titre de la part principale, son potentiel financier par habitant (1 116,08€ en 2016) étant inférieur à celui de la strate (1 252,16€).

En revanche, elle ne bénéficie pas de la majoration puisque son effort fiscal (1,29) est inférieur à celui de la strate (1,30). Le montant notifié en 2016 (0,8M€) a légèrement augmenté (+6,13%).

Le montant de la **Dotation Générale de Décentralisation** (986 K€ pour 2016), qui concerne principalement la compensation "hygiène", est relativement stable entre les deux exercices sachant que l'Etat reconduit chaque année, en valeur, les crédits affectés aux dotations de compensation des charges transférées dans le cadre de la décentralisation.

Le montant des **subventions de fonctionnement reçues** (10,6M€) augmente de 1,9 M€ en 2016, la répartition est présentée ci-dessous :

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (M€)	CA 2014	CA 2015	CA 2016
Etat	1,1	1,0	1,0
Région Centre	0,2	0,1	0,1
Département	0,3	0,4	0,3
Communes	0,1	0,1	0,1
Tour(s)plus	2,0	1,9	2,5
Autres (dont CAFIL)	5,9	5,2	6,7
TOTAL	9,6	8,7	10,6

La Caisse d'Allocation Familiale d'Indre et Loire (CAFIL) reste le premier financeur en soutenant principalement le secteur de la jeunesse et de la petite enfance.

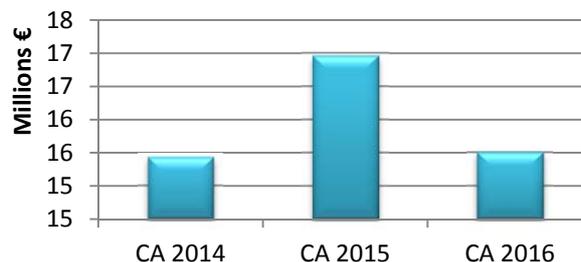
De plus, la communauté urbaine Tour(s)plus a apporté en 2016 un soutien significatif aux festivités martiniennes représentant un évènement phare qui se poursuivra en 2017.

**I-3) LES PRODUITS D'EXPLOITATION : 15,5 M€
(-1,5 M€ soit -8,6%)**

Ce chapitre retrace toutes les recettes comptabilisées aux comptes 70 " Produits des services du domaine et ventes diverses" (15,4 M€) et 013 "atténuations de charges" (0,1 M€).

Les "redevances du domaine public et les ventes" (2,0 M€ en 2016 soit +0,2 M€ par rapport à 2015) enregistrent les droits d'exploitation du domaine public pour 1,2 M€ (ERDF, GDF....), des concessions (funéraires et autres) et les ventes de marchandises (dont les produits forestiers).

Les "prestations de services" (8,5 M€ soit – 0,5 M€ par rapport à 2015) regroupent, pour l'essentiel, les recettes tarifaires encaissées auprès des usagers. Elles intègrent une revalorisation moyenne des tarifs de 1% pour l'exercice 2016.

Produits d'exploitation : 8% des recettes

PRESTATIONS DE SERVICES - REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES	CA 2014	CA 2015	CA 2016	VARIATION 2016/2015	
				MONTANT	%
A CARACTERE CULTUREL	612 320	685 488	704 907	19 420	2,75%
A CARACTERE SPORTIF ET DE LOISIRS (CLSH)	1 319 335	1 370 889	1 346 836	-24 053	-1,79%
HYGIENE	21 940	24 162	18 331	-5 831	-31,81%
A CARACTERE SOCIAL (crèches - restaurant municipal)	1 661 160	1 792 700	1 672 666	-120 035	-7,18%
PERISCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT (dont restauration scolaire)	4 031 760	4 214 995	4 099 090	-115 905	-2,83%
AUTRES	151 188	837 129	621 204	-215 925	-34,76%
TOTAL	7 797 704	8 925 363	8 463 034	-462 329	-5,46%

Excepté celles à caractère culturel (+2,75 % par rapport à 2015), les prestations de services décroissent par rapport à l'année précédente.

Les prestations relatives aux domaines du périscolaire et de l'enseignement (4,1 M€ soit -0,1 M€ par rapport à 2015) conservent le rang de premier poste des recettes tarifaires, en dépit d'une diminution de 2,83%.

Celles à caractère social sont également en recul par rapport à 2015 (- 7,18%) correspondant à une contribution moindre de la Caisse d'Allocation Familiale sur certaines structures de crèches et à une baisse des livraisons de repas de la cuisine centrale.

Ensuite, les prestations à caractère sportif et de loisirs diminuent légèrement (-1,79% par rapport à l'exercice précédent).

La rubrique « autres » contient principalement des prestations facturées au titre de la maîtrise d'œuvre pour la conduite d'opérations assurée pour le compte de Tour(s)plus. Malgré une baisse importante entre les 2 dernières années (-34,76 %), le montant de la recette reste nettement plus élevé qu'en 2014.

La ligne "des remboursements de frais et autres" (5,0 M€) décrit des mouvements touchant les remboursements sur rémunérations ou charges et divers autres produits. La répartition 2016 s'opère comme suit :

REMBOURSEMENTS ET AUTRES PRODUITS	CA 2014	CA 2015	CA 2016	VARIATION 2016/2015	
				MONTANT	%
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL	912 390	1 536 523	367 007	-1 169 516	-76,11%
- Budgets annexes/CCAS/Caisse des écoles	82 601	78 344	80 362	2 018	2,58%
- Tour(s)plus	610 000	1 237 306	55 686	-1 181 620	-95,50%
- Autres organismes	219 789	220 873	230 960	10 087	4,57%
REMBOURSEMENT DE CHARGES	4 542 635	4 166 563	4 162 014	-4 549	-0,11%
- Budgets annexes/CCAS/Caisse des écoles	678 508	653 518	630 932	-22 586	-3,46%
- Tour(s)plus	2 355 910	2 470 009	2 517 375	47 366	1,92%
- Autres organismes	1 508 217	1 043 037	1 013 706	-29 330	-2,81%
AUTRES PRODUITS	442 109	482 653	480 082	-2 571	-0,53%
TOTAL	5 897 134	6 185 738	5 009 102	-1 176 636	-19,02%

Les agents mis à disposition de Tour(s)plus dans le cadre de la mutualisation des services et encore rémunérés par la Ville donnent lieu à remboursement au prorata du temps passé dans la collectivité d'accueil. L'écart sur la ligne correspondante (Tour(s)plus) est lié au rattachement direct des agents auprès du groupement de communes. Le transfert du personnel relevant des services communs a été opéré en 2016, d'où une augmentation des remboursements effectués par Tour(s)plus auprès de la Ville de Tours (cf III – Les dépenses de fonctionnement).

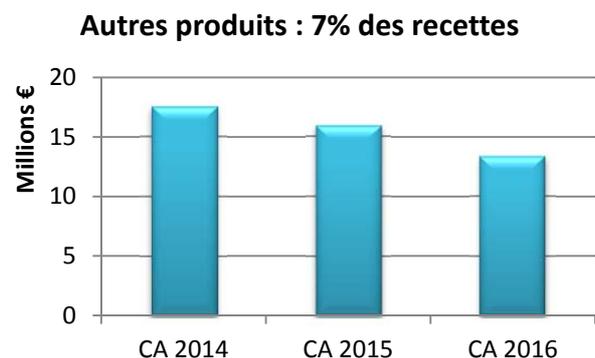
Au sujet des remboursements de charges, Tour(s)plus rembourse la Ville de Tours au titre des coûts de fonctionnement des équipements reconnus d'intérêt communautaire mais confiés à la Ville pour leur gestion (médiathèque François Mitterrand, Pôle Nautique du Cher, piscine du Mortier...) et des frais de transport des élèves pour des activités périscolaires.

Par ailleurs, sous cette rubrique figurent la facturation aux budgets annexes de la Ville des frais d'administration générale (y compris la caisse des écoles), et divers remboursements de charges locatives courantes (eau, électricité, chauffage, ordures ménagères...).

Les autres produits des services concernent des ventes d'ouvrages ou d'objets divers et des locations diverses (autres qu'immeubles).

I-4) LES AUTRES PRODUITS DE GESTION ET LES OPERATIONS D'ORDRE : 13,4 M€ (-2,6 M€ soit - 16,17%)

Ils regroupent les travaux en régie (3,5 M€), divers produits de gestion courante (4,5 M€), les produits financiers (2,1 M€) et les recettes exceptionnelles (3,3 M€).



Les **travaux effectués en régie** par les équipes municipales donnent lieu à une valorisation pour ceux qui peuvent être intégrés à l'actif du bilan de la collectivité. Pour 2016, ce montant augmente de 0,2 M€ pour atteindre la somme de 3,5 M€. La répartition s'opère entre les services techniques (2,5 M€), les espaces verts (0,5 M€), les bâtiments (0,3 M€) et divers autres secteurs (0,2 M€).

Le compte 75 "**Autres produits de gestion courante**" (4,5 M€) est stable (+ 0,07M€ par rapport à 2015) et comprend :

- les locations immobilières des bâtiments appartenant à la Ville (revenus des immeubles) pour 3,9 M€ (-0,03 M€ par rapport à 2015) dont 2,1 M€ provenant de la redevance de location du Vinci, 1,1 M€ de mises à disposition des installations sportives de la Ville et 0,7 M€ de locations diverses (bâtiments et salles) ;
- les diverses redevances versées par les fermiers et concessionnaires pour 0,5 M€ (soit +0,08 M€) dont 0,15 M€ de la concession de chauffage des Rives du Cher, 0,1 M€ du marché de gros, 0,15 M€ d'Effiparc (gestion des parcs de stationnements), 0,1 M€ d'ENEDIS(ERDF)/GRDF/SEMIVIT ;
- divers autres produits pour 0,1 M€ (+0,02 M€).

Les produits financiers (2,06 M€ soit -0,06 M€ par rapport à 2015) comptabilisent 1,55 M€ (-0,1 M€) de dividendes versés par les sociétés dans lesquelles la Ville est actionnaire (SEMIVIT et SEM Maryse Bastié) et 0,5 M€ (+0,1 M€) de revenus d'opérations de "swaps" et des intérêts perçus de la Caisse des Dépôts et Consignation suite à la déconsignation du SWAP CALYON.

Les produits exceptionnels (3,3 M€) connaissent une baisse de 2,8 M€ en relation avec la variation importante des recettes réelles touchant cette section.

A ce titre, **les mouvements réels** (3,0 M€) retracent les cessions pour 1,8 M€, l'encaissement et le rattachement de partenariats ou mécénats (0,4M€) y compris celui en lien avec la rénovation de la basilique Saint Martin (rattachement des reversements de dons pour 285 K€) et divers autres produits (indemnités des assurances...).

Les **mouvements d'ordre** (0,3 M€) décrivent les opérations comptables relatives aux cessions (0,02 M€) et la reprise de la quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat (0,26 M€).

II) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le **montant total des charges de fonctionnement** atteint **184,6 M€ en 2016** soit **une baisse de 5,70% (-11,2 M€)** entre les deux exercices.

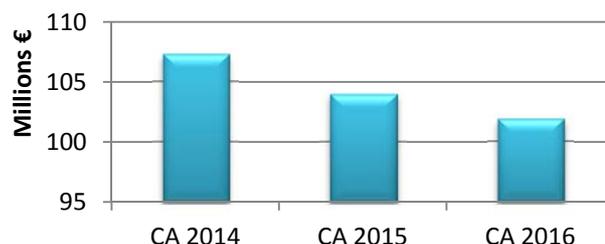
Si l'on neutralise les mouvements d'ordre touchant cette section, soit 13,5 M€ (contre 15,2 M€ en 2015), intégrant les dotations aux amortissements (8,2 M€), les charges exceptionnelles liées aux cessions d'actifs (1,8 M€) et la valorisation de travaux en régie (3,5 M€), **les dépenses réelles hors travaux en régie s'affichent à 171,2 M€ en 2016** en diminution de **-5,2% (-9,4 M€) par rapport à 2015**.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2014 (M€)	CA 2015 (M€)	CA 2016 (M€)	VARIATION CA 2016/CA 2015	
				Montant (€)	% d'évolution
Personnel	107,34	104,03	101,94	-2,09	-2,01%
Consommations des services	36,99	35,39	36,94	1,55	4,38%
Subventions de fonctionnement	21,81	20,67	18,47	-2,20	-10,64%
Contingents	3,87	3,97	4,04	0,06	1,56%
Charges financières	16,23	17,62	10,21	-7,42	-42,08%
Autres dépenses (opérations réelles)	2,47	2,20	3,04	0,84	38,12%
TOTAL DES DEPENSES REELLES (avec travaux en régie)	188,71	183,89	174,63	-9,26	-10,68%
Autres dépenses (opérations d'ordre)	3,43	2,88	1,78	-1,10	-38,11%
Dotations aux amortissements et aux provisions (ordre)	8,78	8,98	8,18	-0,80	-8,91%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	200,93	195,75	184,60	-11,15	-5,70%

Les charges de personnel (102 M€) constituent le premier poste de dépenses et affichent une diminution de -2,01% (-2,09 M€) entre les deux exercices (contre -3,09% entre 2015/2014) en rapport avec la mise en place du schéma de mutualisation qui concernait :

- La Direction des Systèmes d'Information,
- La Direction des Ressources Humaines,
- Le service d'Instruction des Autorisations du Droit des Sols,
- Le service d'Education à l'Environnement,
- La Direction de l'Energie,
- Le Service des Systèmes d'Information Géographique,
- La Direction de l'Aménagement Urbain,
- Le service de la fourrière.

Personnel : 55 % des dépenses



Au-delà de cette baisse, il convient de prendre en compte, pour partie, les facteurs exogènes à la collectivité qui font progresser la masse salariale, à savoir :

- la revalorisation de la valeur du point (+ 0,6% au 01/07/2016) ;
- le Parcours Professionnel Carrière Rémunération pour la catégorie B et la catégorie A (uniquement pour la filière médico-sociale et les conseillers sociaux éducatifs) ;
- le relèvement du SMIC et des cotisations CNRACL et l'IRCANTEC.

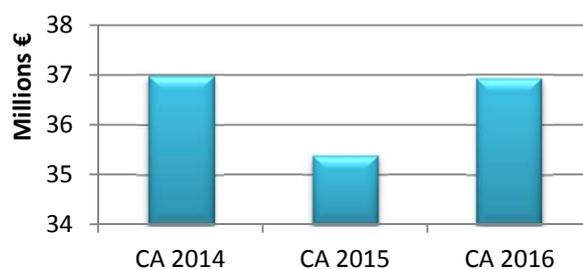
De plus, chaque année, ces dépenses augmentent mécaniquement sous l'effet des mesures de revalorisation touchant la carrière des agents (Glissement-Vieillesse-Technicité).

Les charges à caractère général (36,9 M€) qui regroupent les achats de biens et diverses charges externes correspondant aux dépenses quotidiennes de la collectivité, augmentent de 4,38% (+1,6 M€).

Les principales composantes qui influent fortement sur la variation de ce poste de charge sont :

- Les services extérieurs (+ 1,2 M€ par rapport à 2015) pour honorer les marchés conclus avec les opérateurs chargés de l'accueil matin et soir ainsi que les Temps d'Activités Périscolaires et divers remboursements de frais notamment à Tour(s)plus et les dépenses énergétiques.
- Les achats (+240 K€ par rapport à 2015) notamment de prestations de services pour couvrir l'évènement Saint Martin ou les paiements auprès des opérateurs de centres de loisirs.
- les taxes foncières (+100 K€ par rapport à 2015) ;

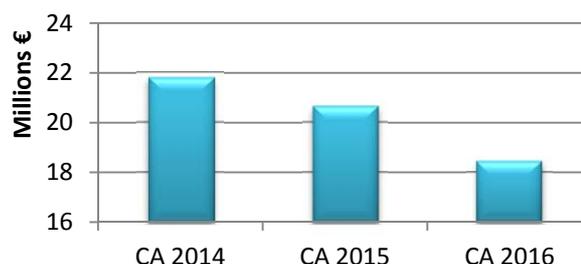
Consommations des services : 20% des dépenses



Le détail des comptes par nature se trouve dans l'annexe III-A1 du document budgétaire

Le volume des **subventions** distribué en 2016 (18,5 M€) a diminué de 2,2 M€ (-10,6%). Par secteur d'activité, le montant total de cette enveloppe est réparti dans le tableau ci-dessous.

Subventions de fonctionnement : 10% des dépenses

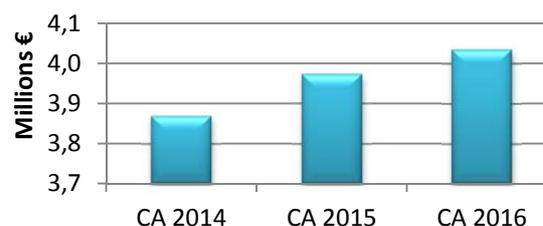


Secteurs	Montant (M€) 2015	Montant (M€) 2016	Evolution	Observations
Administration générale et sécurité publique	0,1	0,1	0,00%	
Enseignement-formation	2,1	0,2	-90,48%	Transfert des subventions attribuées à l'ESBA TALM, CFA et AFPP
Culture	4,5	4,4	-2,22%	Intègre la subvention d'équilibre versée au budget annexe des Activités Lyriques et Symphoniques
Sport et jeunesse	3	2,7	-10,00%	1,9M€ consacrés aux sports et 0,8M€ aux actions « jeunesse »
Interventions sociales	6,6	6,6	0,00%	La participation versée au CCAS est de 5,1 M€.
Petite enfance	0,2	0,3	50,00%	
Aménagement urbain	0,3	0,3	0,00%	
Action économique et touristique	3,9	3,9	0,00%	Sont incluses principalement les participations versées à la SEM « Tours Evénements » (3,7 M€ dont 1,6 M€ au titre du fonctionnement de la structure)

Le détail des subventions est joint dans le document comptable officiel (Annexe IV – B1.7).

La ligne consacrée aux «**contingents et participations obligatoires**» (4 M€ en 2016) croît de 0,1 M€ et comptabilise les contributions obligatoires attribuées aux établissements d'enseignement privé (1 M€), au contingent incendie (2,9 M€) et à diverses autres participations (0,1 M€).

Contingents : 2% des dépenses

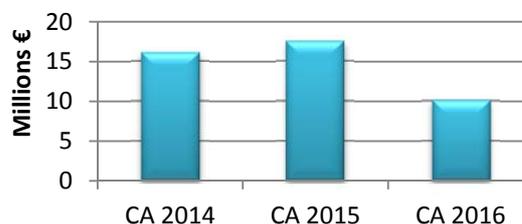


Les charges financières (10,2 M€) affichent, en 2016, une variation de -42,1% (-7,4 M€).

En 2016, par grande masse, elles se ventilent de la manière suivante :

- Intérêts de l'exercice et ligne de trésorerie : 10,2 M€ en 2016 contre 10,6 M€ en 2015 soit - 0,4 M€ ;
- Autres charges financières : 0€ en 2016 contre 7 M€ en 2015 lié au swap CALYON.

Charges financières : 6% des dépenses

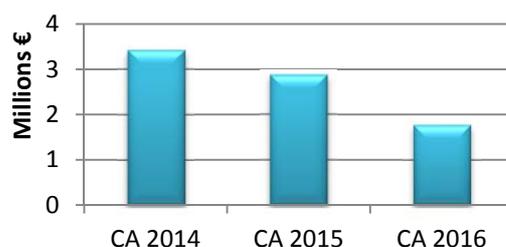


Dans un contexte de baisse des taux monétaires et de diminution de l'encours de la dette, les frais financiers sont en baisse de 0,4 M€ en 2016.

En outre, suite à l'extinction du swap "Calyon" les charges financières inhérentes ont disparu alors qu'elles s'élevaient à 7 M€ en 2015.

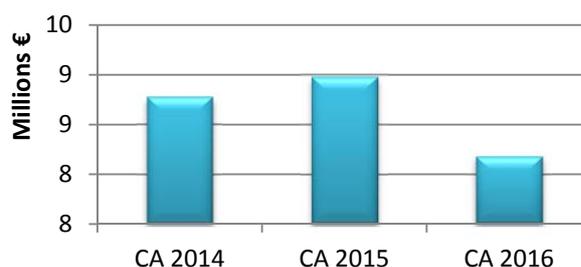
Les **autres dépenses** (4,8 M€) diminuent de 0,3 M€ en relation avec la baisse des mouvements financiers touchant les opérations de cessions d'actif (1,8 M€ soit - 1,1 M€).

Autres dépenses : 2 % des dépenses



Le montant des **dotations aux amortissements** et aux provisions s'est élevé à 8,2 M€ (contre 9 M€ en 2015).

Dotations aux amortissements et aux provisions (ordre) : 5 % des dépenses



III) L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RATIOS FINANCIERS

BUDGET PRINCIPAL	CA 2014 (€)	CA 2015 (€)	CA 2016 (€)	VARIATION 2016/2015	
				Montant (€)	% d'évolution
Résultat de fonctionnement	4 427 361	6 234 426	9 098 713	2 864 287	45,94%
+ Dotations aux provisions et aux amortissements	8 781 811	8 984 321	8 184 121	-800 200	-8,91%
- Reprises	341 397	357 222	263 581	-93 641	-26,21%
= Epargne brute	12 867 775	14 861 526	17 019 254	2 157 727	14,52%
Taux d'épargne brute	6,38%	7,60%	9,04%		
- Remboursement du Capital	10 297 579	10 952 556	12 053 237	1 100 680	10,05%
= Epargne nette	2 570 196	3 908 970	4 966 017	1 036 420	27,04%

La gestion de l'exercice 2016 dégage un **résultat courant de fonctionnement** de **9,1 M€** (+ 2,9 M€ soit + 46 %), montant en nette progression depuis 2014.

Si l'on consolide à ce résultat le montant des dotations aux amortissements (8,2 M€), et les reprises provenant de la quote-part des subventions d'investissement (-0,3 M€) transférée au compte de résultat, **l'épargne brute** dégagée de la section de fonctionnement s'affiche à **17,0 M€** (contre 14,9 M€ en 2015 soit +2,1 M€).

Cette Capacité d'Autofinancement Brute est en mesure de couvrir le remboursement du capital des emprunts (12,1 M€ soit +1,1 M€ par rapport à 2015) et permet d'afficher une Capacité d'Autofinancement nette de 5 M€ (+1,0 M€ par rapport à 2015).

Les ratios financiers obligatoires, qui représentent les autres indicateurs financiers, vous sont exposés ci-après.

Extrait des informations statistiques, fiscales et financières du compte administratif 2016

Ville de Tours - BUDGET PRINCIPAL VILLE DE TOURS - CA - 2016				
Code INSEE 37261		Ville de Tours BUDGET PRINCIPAL VILLE DE TOURS		CA 2016
I – INFORMATIONS GENERALES				I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES				A
Informations statistiques			Valeurs	
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :			138 150	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 in fine) :			1 626	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : Tour(s)plus				
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate	
Fiscal	Financier			
88 358 590	156 108 738	1 116,08	1 252,16	
Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)	
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 264	1 228	
2	Produit des impositions directes/population	567	595	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 375	1 375	
4	Dépenses d'équipement brut/population	175	284	
5	Encours de dette/population	1 625	1 176	
6	DGF/population	197	265	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	58,4 %	56,8%	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	98,3 %	97,3 %	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	12,7 %	20,6 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	118,19 %	85,6 %	

Source : DGCL à partir des données DGFIP (comptes de gestion 2014)

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de

l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

IV) LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

L'évolution de certaines lignes budgétaires particulières (opérations patrimoniales, capacité de tirage du CLTR, emprunts de refinancement...) a des incidences certaines sur le volume global des réalisations. C'est pourquoi, la variation des masses budgétaires de cette section n'est pas significative d'un exercice sur l'autre.

Il convient surtout d'analyser la fluctuation des fonds propres d'investissement, qu'ils soient d'origine interne ou externe et les ressources exogènes à la collectivité représentées par les opérations de dettes.

RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2014 (M€)	CA 2015 (M€)	CA 2016 (M€)	VARIATION CA 2016/CA 2015	
				Montant (M€)	% d'évolution
Autofinancement (Amortissements)	8,78	8,98	8,18	-0,80	-8,91%
Financements propres	25,55	21,83	10,32	-11,51	-52,73%
- Dons et legs	0,00	0,00	0,14	0,14	
- FCTVA	4,20	3,34	2,29	-1,04	-31,25%
- TLE / Taxe d'aménagement	0,65	1,04	1,48	0,44	41,86%
- Amendes de police	2,51	2,04	2,12	0,08	3,83%
- Cessions d'actifs	0,48	2,51	1,76	-0,75	-29,82%
- Subventions d'équipement reçues	3,46	2,92	1,44	-1,48	-50,62%
- Immobilisations financières (créances....)	0,04	0,04	0,02	-0,02	-51,70%
- Excédent de fonctionnement capitalisé	14,22	9,94	1,06	-8,88	-89,33%
Opérations de dette	27,40	7,52	8,00	0,48	6,38%
- Emprunts et dettes assimilées	7,48	7,52	8,00	0,48	6,38%
- Crédits long terme renouvelable	18,00	0,00	0,00		
- Emprunts de refinancement	1,92	0,00	0,00		
Autres recettes	3,20	0,41	0,02	-0,38	-94,20%
- Opérations comptables cessions d'actifs	2,96	0,37	0,02	-0,35	-94,41%
- Opérations patrimoniales	0,24	0,00	0,00	0,00	
- Autres recettes	0,00	0,04	0,00	-0,04	-92,17%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	64,93	38,74	26,53	-12,22	-31,53%

Les financements propres d'investissement (hors dotations aux amortissements) s'élevaient à 10,3 M€ au 31/12/2016 (contre 21,8 M€ en 2015), soit une baisse de 11,5 M€ par rapport à l'exercice passé provenant essentiellement de la diminution de l'excédent capitalisé (-8,9M€), des cessions d'actifs (-0,7 M€) et des subventions d'équipement (-1,5M€).

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) régresse de 1M€, en lien avec la diminution du plan d'équipement réalisé sur 2015.

La recette de la Taxe d'Aménagement augmente de 0,4 M€ pour atteindre un montant de 1,5 M€ en 2016. Le produit des amendes de police progresse de 0,1 M€ pour s'afficher à 2,1 M€ (2M€ en 2015).

Les subventions d'équipement reçues diminuent de 1,5M€, passant de 2,9 M€ en 2015 à 1,4 M€ sur l'exercice 2016 sachant que les subventions acquises en 2016 mais non encaissées sont reportées sur l'exercice 2017 à hauteur de 3,2M€.

Pour 2016, elles se répartissent comme suit :

- L'Etat : 0,5M€ contre 0,9M€ en 2015 ;
- La région Centre 0,4M€ contre 0,8 M€ en 2015 ;
- Le Département d'Indre et Loire : 0,2 M€ contre 0,8 M€ en 2015
- Tour(s)plus : 0,1M€ contre 0,2 M€ en 2015 ;
- Autres : 0,2 M€ (identique à 2015).

Le produit des cessions d'actifs comptabilise une recette de 1,8 M€ en 2016, sachant que le montant des cessions délibérées en 2016 s'élève à 2,5 M€.

Le volume des recettes consacré aux opérations de dettes s'élève à 8 M€ (contre 7,5 M€ en 2015) et retrace, pour l'année 2016, la mobilisation de l'emprunt nouveau (report de la gestion 2015) se rapportant à cet exercice.

Comme pour 2016, il n'a été réalisé aucun mouvement concernant les Crédits Long Terme Renouvelables (mouvement comptabilisé en recettes/dépenses) en 2016. Le taux négatif de l'Eonia est dissuasif pour l'utilisation de ces produits.

V) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	CA 2014 (M€)	CA 2015 (M€)	CA 2016 (M€)	VARIATION 2016/2015	
				Montant (M€)	%
Dépenses d'équipement	29,43	18,16	24,63	6,48	35,67%
<i>Taux de réalisation</i>	75,00%	64,00%	74,81%		
Opérations de dette	30,22	10,95	12,05	1,10	10,05%
- Remboursement de la dette (y compris C.L.T.R.)	10,30	10,95	12,05	1,10	10,05%
- Crédit long terme renouvelable (droits de tirage)	18,00	0,00	0,00	-18,00	
- Réaménagement de la dette	1,92	0,00	0,00	-1,92	
Autres dépenses	3,65	0,73	0,29	-0,44	-60,20%
- Opérations comptables cessions d'actifs	2,96	0,37	0,02	-0,35	-94,41%
- Opérations patrimoniales	0,24	0,00	0,00	0,00	
- Déficit antérieur reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Autres dépenses	0,45	0,36	0,27	-0,09	-25,12%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	63,30	29,84	36,98	7,14	23,92%

L'exécution du plan d'équipement ressort à 24,6M€ pour 2016 contre 18,2 M€ en 2015 soit une hausse de 6,5 M€ et se répartit comme suit :

- 21,1 M€ (contre 14,8 M€ en 2015) d'opérations diverses touchant les mouvements réels des comptes d'immobilisations (20-21-23) dont 0,5 M€ affectés à des subventions d'équipement versées ;
- 3,5 M€ (contre 3,3 M€) dédiés aux travaux en régie ;

Rapporté aux inscriptions budgétaires sur ces mêmes comptes (33 M€), le taux de réalisation de ce plan d'équipement ressort autour de 75 % pour l'exercice 2016.

Le détail des programmes réalisés figure dans le document officiel comptable.

Le financement de ce plan d'équipement est assuré par l'épargne nette pour 4,9 M€ (20%), l'emprunt pour 8 M€ (32%), les ressources propres d'investissement pour 10,3 M€ (42%) et l'excédent reporté pour 1,4 M€ (6%).

En dépenses, les opérations de dette retracent les mouvements consacrés aux remboursements du capital des emprunts.

Pour 2016, le capital remboursé s'élève à 12,1 M€ (contre 10,9 M€ en 2015). Le flux net de dette, qui correspond à la différence entre les emprunts nouveaux (8 M€) et les remboursements, s'établit donc à -4,1 M€.

Les autres dépenses (0,3 M€) décrivent des écritures comptables ayant leur contrepartie en recettes de fonctionnement notamment les opérations comptables se rapportant aux cessions d'actifs ou encore la reprise de subventions au compte de résultat.

VI) L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 décembre 2016, la Ville de Tours disposait de 33 emprunts (dont 3 emprunts revolving et 2 contrats de swap).

Le budget principal : comptabilisait 28 emprunts, le budget annexe de l'eau : 4 emprunts et budget annexe du crématorium : 1 emprunt.

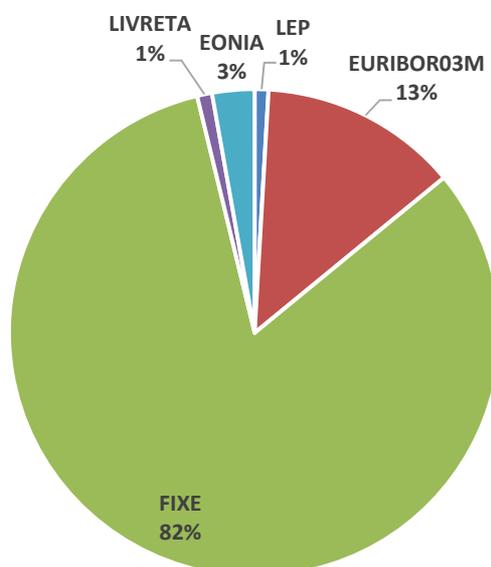
L'encours de la dette au 31/12/2016 s'élève à 224 473 848€, soit une diminution de 4 M€ par rapport à la situation du 31/12/2015 (228 527 085€).

DETTE (€)	2014	2015	2016
ENCOURS DETTE HORS CLTR DE LA VILLE (1)	208 000 042	207 562 434	206 504 146
EVOLUTION	2 097 370	-437 608	-1 058 228
	1,02%	-0,21%	-0,51%
ENCOURS REVOLVING (2)	23 959 599	20 964 651	17 969 702
EVOLUTION	-4 914 949	-2 994 948	-2 994 949
	-17,02%	-12,50%	-14,29%
ENCOURS TOTAL (3) = (1+2)	231 959 641	228 527 085	224 473 848
EVOLUTION	-2 817 579	-3 432 556	-4 053 237
	-1,20%	-1,48%	-1,77%

Le taux fixe représente 82,23% de l'encours global de la dette contre 15,89% pour le variable. L'indexation sur le livret A couvre 0,98% de ce montant et celle sur livret d'Épargne Populaire représente 0,91%.

Index	Volume au 31/12/2016	% par index de taux
LEP	2 035 000,00	0,91 %
EURIBOR03M	29 410 686,08	13,10 %
FIXE	184 580 056,81	82,23 %
LIVRETA	2 197 695,42	0,98 %
EONIA	6 250 410,00	2,78 %
TOTAL	224 473 848,31	100,00%

Répartition de l'encours de dette par type de taux au 31/12/2016

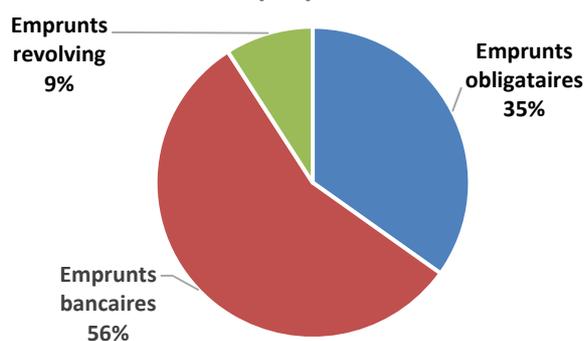


Au 31 décembre 2016, la répartition des risques, selon la Charte de bonne conduite, positionnait 100% de l'encours de la dette en risque faible (1A).

La répartition de la dette selon sa nature est affichée comme suit :

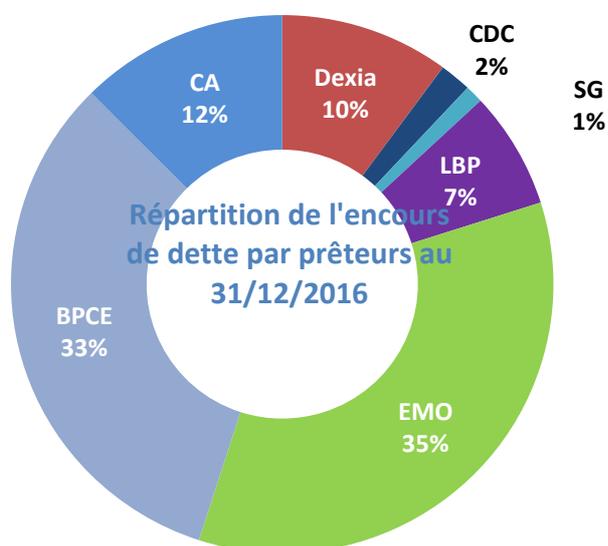
Nature	CRD au 31/12/2016	% d'exposition
Emprunts obligataires	78 300 000,00	34,88%
Emprunts bancaires	125 798 056,17	56,04%
Emprunts revolving	20 375 792,14	9,08%
TOTAL	224 473 848,31	100,00%

Répartition de l'encours de dette par nature au 31/12/2016



Le tableau ci-dessous indique la représentation de l'encours de la dette par prêteur.

Prêteur	CRD au 31/12/2016	Part par prêteur
Dexia	22 643 511,14	10,09%
Autres	13 782,48	0,01%
CDC	4 232 695,42	1,89%
SG	2 406 089,81	1,07%
LBP	15 809 821,44	7,04%
EMO	78 300 000,00	34,88%
BPCE	73 192 363,35	32,61%
CA	27 875 584,67	12,42%
TOTAL	224 473 848,31	100,00%



**LES BUDGETS ANNEXES
DE LA VILLE DE TOURS**

BUDGET DU SERVICE DE L'EAU

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 (€)

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	8 431 799,23	19 472 182,03	27 903 981,26
- Réalisations - Titres émis	5 458 895,51	17 721 596,13	23 180 491,64
- Restes à réaliser	259 000,00		259 000,00
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	8 431 799,23	19 472 182,03	27 903 981,26
- Réalisations - Mandats émis	4 115 232,63	15 164 676,59	19 279 909,22
- Restes à réaliser	388 388,36		388 388,36
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	1 343 662,88	2 556 919,54	3 900 582,42
RESTES A REALISER			
- Résultat	-129 388,36		-129 388,36

RESULTAT DE CLOTURE 2016 (€)

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2016</i>	<i>Résultat de clôture 2016</i>
INVESTISSEMENT	-2 305 585,52		1 343 662,88	-961 922,64
FONCTIONNEMENT	3 777 193,23	3 155 454,20	2 556 919,54	3 178 658,57
TOTAL	1 471 607,71	3 155 454,20	3 900 582,42	2 216 735,93

Le résultat de l'exercice 2016 dégage un excédent global de 3,9 M€ (contre 1,2 M€ en 2015), réparti comme suit :

- +2,6 M€ pour la section de fonctionnement (contre +1,7 M€ pour l'exercice 2015);
- +1,3 M€ pour la section d'investissement (contre -0,5 M€ pour 2015).

L'excédent global de clôture, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'élève à 2,2 M€ contre 1,5 M€ l'an dernier, soit :

- +3,2 M€ pour le fonctionnement (contre +3,8 M€ en 2015) ;
- -1 M€ pour l'investissement (contre -2,3 M€ en 2015).

Si l'on intègre à ce résultat global le déficit des restes à réaliser (-0,13 M€), le disponible réel ressort à environ 2 M€ à la fin de l'année 2016 (contre 0,6 M€ au 31 décembre 2015).

COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
011	Charges à caractère général	2 147 403,69	1 836 120,76	-311 282,93	-14,50%
012	Charges du personnel	2 533 413,43	2 488 133,33	-45 280,10	-1,79%
65	Autres charges de gestion courante	6 615 197,89	6 937 130,36	321 932,47	4,87%
66	Charges financières	212 168,45	193 388,81	-18 779,64	-8,85%
67	Charges exceptionnelles	160 593,31	43 173,48	-117 419,83	-73,12%
68	Dotations aux provisions	74 412,75	47 652,54	-26 760,21	-35,96%
014	Atténuations de produits	2 533 882,00	1 715 636,00	-818 246,00	-32,29%
042	Opérat. ordre transf. entre sections	1 673 737,23	1 903 441,31	229 704,08	13,72%
DEPENSES TOTALES		15 950 808,75	15 164 676,59	-786 132,16	-4,93%

COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
70	Ventes de produits	10 097 704,25	10 213 454,94	115 750,69	1,15%
75	Autres produits de gestion courante	6 993 704,04	7 001 325,34	7 621,30	0,11%
77	Produits exceptionnels	52 880,44	4 468,71	-48 411,73	-91,55%
042	Opérat. ordre transf. entre sections	507 903,27	502 347,14	-5 556,13	-1,09%
RECETTES TOTALES		17 652 192,00	17 721 596,13	69 404,13	0,39%

COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – DEPENSES D'INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
16	Emprunts et dettes assimilés	391 859,84	399 213,48	7 353,64	1,88%
20	Immobilisations incorporelles	78 205,57	49 193,02	-29 012,55	-37,10%
21	Immobilisations corporelles	3 462 889,22	3 020 443,30	-442 445,92	-12,78%
23	Immobilisations en cours	199 790,11	144 035,69	-55 754,42	-27,91%
040	Opérations ord transf. entre sections	507 903,27	502 347,14	-5 556,13	-1,09%
DEPENSES TOTALES		4 640 648,01	4 115 232,63	-525 415,38	-11,32%

COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – RECETTES D'INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
13	Subventions d'investissement	46 882,50	0,00	-46 882,50	-100,00%
10	Dotations, réserves	2 384 192,86	3 155 454,20	771 261,34	32,35%
16	Emprunts et dette assimilés		400 000,00	400 000,00	
040	Opérat. ordre transf. entre sections	1 673 737,23	1 903 441,31	229 704,08	13,72%
RECETTES TOTALES		4 104 812,59	5 458 895,51	1 354 082,92	32,99%

Les consommations des abonnés ont continué à diminuer entre 2015 et 2016, le volume produit correspondant a baissé de 3,85% (soit -328 590 m³). Malgré tout, on constate une légère augmentation des recettes de 1,15%, sous l'effet compensatoire de la hausse plus marquée (6%) du tarif en 2016 et de la vente d'eau aux communes de Chambray-lès-Tours et Saint-Avertin, pour un volume de 389 855 mètres cubes.

Les autres produits de gestion courante regroupant essentiellement la redevance assainissement perçue pour le compte de Tour(s) Plus sont contenus avec une légère augmentation de 0,11%.

Les charges à caractère général baissent (-14,5%) sous l'effet des baisses de tarif des contrats de fourniture d'énergie.

Les charges de personnel sont également en diminution du fait d'un décalage temporel entre le départ de deux agents et leur remplacement.

Comme l'année dernière, les charges financières poursuivent leur tendance baissière de -8,85% (contre -7,80% en 2015) sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette.

La Capacité d'Autofinancement (CAF) Brute ressort à 4,4 M€ (3,4 M€ en 2015). Parallèlement, la CAF nette suit la même tendance pour s'établir à 4 M€ contre 3 M€ en 2015. Le remboursement du capital de la dette (0,4 M€) progresse de 1,9%.

L'encours de la dette s'élève à 4,4 M€ au 31/12/2016 contre 4,4 M€ fin 2015.

Les dépenses d'équipement (3,2M€) connaissent une diminution de -14% par rapport à l'exercice précédent (3,7M€). Cette diminution est due au report de l'opération de collecte et traitement des eaux pluviales du pont Mirabeau, prescrite par l'arrêté préfectoral instaurant les périmètres de protection des captages de l'île Aucard. L'accord des services de l'Etat sur le projet est acquis, mais ce report va se prolonger jusqu'en 2018, après les travaux qui doivent être réalisés sur l'ouvrage en 2017.

Le budget annexe de l'eau et les emprunts liés ont été transférés à la Communauté Urbaine Tour(s) plus à partir du 1^{er} janvier 2017.

BUDGET DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 (€)

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	175 805,39	6 508 368,27	6 684 173,66
- Réalisations - Titres émis	57 591,19	5 906 971,41	5 964 562,60
- Restes à réaliser			
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	175 805,39	6 508 368,27	6 684 173,66
- Réalisations - Mandats émis	84 740,81	5 934 658,85	6 019 399,66
- Restes à réaliser	71 810,69		71 810,69
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou déficit	-27 149,62	-27 687,44	-54 837,06
RESTES A REALISER			
- Déficit ou excédent	-71 810,69		-71 810,69

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2016 (€)

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2016</i>	<i>Résultat de clôture 2016</i>
INVESTISSEMENT	115 805,39		-27 149,62	88 655,77
FONCTIONNEMENT	790 363,27		-27 687,44	762 675,83
TOTAL	906 168,66	0,00	-54 837,06	851 331,60

Le **résultat de l'exercice 2016** dégage un déficit global de -0,05 M€ contre un déficit de -0,08 M 2015. Ce déficit provient aussi bien de la section de fonctionnement (-27 687,44€) que de la section d'investissement (-27 149,62€).

L'**excédent global de clôture**, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'établit, quant à lui, à +0,85 M€ contre +0,9 M€ en 2015.

CA 2016 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 137 507,97	1 116 623,36	-20 884,61	-1,84%
012	Charges du personnel et frais ass.	4 780 369,08	4 694 061,49	-86 307,59	-1,81%
65	Autres charges de gestion courante	76 521,75	66 363,22	-10 158,53	-13,28%
67	Charges exceptionnelles		19,59	19,59	
042	Opérat. ordre transf. entre sections	121 297,20	57 591,19	-63 706,01	-52,52%
DEPENSES TOTALES		6 115 696,00	5 934 658,85	-181 037,15	-2,96%

CA 2016 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	DIFFERENCE	
				MONTANT	%
70	Ventes de produits	871 804,54	885 437,10	13 632,56	1,56%
74	Dotations et Participations	4 919 522,00	4 941 354,74	21 832,74	0,44%
77	Produits exceptionnels	135 906,33	32 962,23	-102 944,10	-75,75%
75	Autres produits de gestion courante	48 258,37	47 217,34	-1 041,03	-2,16%
013	Atténuation de charges	63,20		-63,20	-100%
042	Opérat. ordre transf. entre sections				
RECETTES TOTALES		5 975 554,44	5 906 971,41	-68 583,03	-1,15%

Le financement de ce budget est assuré à plus de 83%, soit 5 M€, par des participations reçues dont 3 M€ provenant de la Ville de Tours et 1,1 M€ du Conseil Régional pour les missions de l'orchestre.

Les recettes d'exploitation représentent 15% des produits totaux, elles augmentent de 1,56% entre les deux exercices en lien avec la revalorisation des tarifs.

Le principal poste de dépenses est constitué des charges de personnel qui s'élèvent à 4,7 M€ en 2016, soit 79% des charges totales.

BUDGET DU CREMATORIUM

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 (€)

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	1 308 302,22	656 418,50	1 964 420,72
- Réalisations	977 535,97	119 279,51	1 096 815,48
- Restes à réaliser			
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	1 308 302,22	656 418,50	1 964 420,72
- Réalisations	529 054,87	386 755,25	915 810,12
- Restes à réaliser	776 584,45		776 584,45
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(Excédent/Déficit)	448 481,10	-267 475,74	181 005,36
RESTES A REALISER			
- Résultat	-776 584,45		-776 584,45

RESULTAT DE CLOTURE 2016 (€)

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2016</i>	<i>Résultat de clôture 2016</i>
INVESTISSEMENT	101 483,72		448 481,10	549 964,82
FONCTIONNEMENT	537 759,50	0,00	-267 475,74	270 283,76
TOTAL	639 243,22	0,00	181 005,36	820 248,58

Les communes et leurs groupements sont seules compétentes pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums. A ce titre, les opérations afférentes à l'exploitation d'un crématorium sont assujetties de plein droit à la T.V.A. et doivent donc être retracées dans un budget

annexe.

La Ville a confié, à la SEM des Pompes Funèbres Intercommunales, la gestion de cet équipement moyennant le versement d'une redevance égale, en 2016 de 0,11M€, contre 0,17 M€ en 2015 soit une baisse de 0,06M€ en raison de la fermeture de l'équipement pour cause de travaux.

Une rénovation de l'équipement avait été réalisée par la Ville il y a quelques années. Les travaux avaient été financés par un emprunt à hauteur de 1M€. L'encours de la dette au 31/12/2016 s'élève à 1,2M€.

Par ailleurs, les travaux de modernisation, de mise aux normes et de réhabilitation des fours pour lesquels une autorisation de programme avait été ouverte en 2014 (1,3M€) ont été réalisés à hauteur de 0,5M€ jusqu'au 31 décembre 2016. Les restes à réaliser sur cette opération soit 0,8M€ seront pris en charges par Tour(s) plus.

Concernant la section de fonctionnement, une subvention exceptionnelle de 0,12 M€ a été versée en 2015 et 0,3M€ en 2016 à la SEM PFI pour le financement des lignes de filtration des fours.

Le **résultat de l'exercice** 2016 dégage un excédent global de 0,18 M€. **L'excédent global de clôture**, qui intègre la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'élève, cette année, à 0,8 M€ contre 0,6 M€ en 2015.

Ce budget et les emprunts liés ont été transférés à Tour(s) plus à compter du 1^{er} janvier 2017.

BUDGET DES PRESTATIONS CIMETIERES

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 (€)

	<i>Investissement</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>Total cumulé</i>
RECETTES			
- Prévisions budgétaires	293 522,28	235 000,00	235 000,00
- Réalisations	47 794,05	157 789,82	205 583,87
- Restes à réaliser			
DEPENSES			
- Prévisions budgétaires	293 522,28	235 000,00	235 000,00
- Réalisations	41 624,06	209 274,84	250 898,90
- Restes à réaliser	144 413,01		144 413,01
RESULTAT DE L'EXERCICE			
- Excédent ou Déficit	6 169,99	-51 485,02	-45 315,03
RESTES A REALISER			
- Résultat	-144 413,01	0,00	-144 413,01

RESULTAT DE CLOTURE 2016 (€)

	<i>Résultat à la clôture de l'exercice précédent</i>	<i>Part affectée à l'invest.</i>	<i>Résultat de l'exercice 2016</i>	<i>Résultat de clôture 2016</i>
INVESTISSEMENT	245 727,28		6 169,99	251 897,27
FONCTIONNEMENT	-23 372,50	0,00	-51 485,02	-74 857,52
TOTAL	222 354,78	0,00	-45 315,03	177 039,75

Le résultat **global de clôture**, qui tient compte de la reprise des résultats de l'exercice précédent, s'élève à 0,18M€ contre 0,22M€ à la clôture de 2015. Le résultat de clôture de fonctionnement affiche un déficit de -75K€.

Les recettes provenant des droits annexes aux missions de service public dans les cimetières sont principalement affectées au fonctionnement de ce service et au renouvellement de matériels nécessaires à son activité.